

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1939

[C — 2007/11221]

1<sup>er</sup> AVRIL 2007. — Loi modifiant la loi du 21 mars 1991  
portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant la loi du 21 mars 1991  
portant réforme de certaines entreprises publiques économiques*

**Art. 2.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 9 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques :

1° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« L'approbation est demandée par l'entreprise publique par le biais d'une demande écrite préalable, chiffrée et argumentée, au ministre dont relève l'entreprise publique ».

2° un alinéa 4 est inséré et rédigé comme suit :

« Le ministre dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception du dossier pour approuver ou refuser les tarifs maximaux ou les formules visés à l'alinéa précédent. A défaut d'une décision dans le délai mentionné, la demande est considérée comme approuvée tacitement. »

**Art. 3.** L'article 131 de la même loi est modifié comme suit :

Le point 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° Points d'accès : les installations physiques, notamment les boîtes aux lettres mises à la disposition du public, soit sur la voie publique, soit dans les locaux du prestataire du service universel, soit à d'autres endroits indiqués par le prestataire du service universel, où les envois postaux peuvent être confiés par des clients au réseau postal public. »

L'article 131 est complété par les points 21°, 22° et 23° :

« 21° Envoi égrené : envois postaux déposés par pièce individuelle. »

« 22° Tarif plein : tarif d'application aux envois postaux égrenés. »

« 23° « adresse » : ensemble de données permettant à l'opérateur postal de déterminer le lieu de distribution et contenant au moins le numéro de maison, le nom de la rue et le nom de la commune ou une mention ou information acceptée par l'opérateur postal concerné lui permettant de déterminer sans équivoque au moins le numéro de maison, le nom de la rue et le nom de la commune. »

**Art. 4.** L'article 141, § 1<sup>er</sup> est remplacé comme suit.

« § 1<sup>er</sup>. La Poste est chargée des missions de service public suivantes sur l'ensemble du territoire du Royaume :

A. La totalité du service postal universel.

Les dispositions de l'article 148<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, point 2° sont applicables à La Poste pour toutes les prestations relevant du service universel, réservé ou non.

En ce qui concerne les points repris ci-dessous, le Roi peut par arrêté délibéré en Conseil des ministres, définir des modalités pour les envois faisant partie du service universel :

– les modalités relatives aux dimensions et normalisation des envois postaux et la définition de lettres, imprimés et cartes postales, ainsi que la détermination des envois postaux qui ne peuvent être admis au transport postal

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1939

[C — 2007/11221]

1 APRIL 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 houdende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven*

**Art. 2.** In artikel 9 van de wet van 21 maart 1991 houdende hervorming van sommige economische overheidsbedrijven worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« De goedkeuring wordt door het overheidsbedrijf gevraagd bij wege van een voorafgaandelijke becijferde en geargumenteerde schriftelijke aanvraag aan de minister onder wie het overheidsbedrijf ressorteert. »

2° een vierde lid wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« De minister beschikt over een termijn van 40 dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier om de in het vorige lid bedoelde maximumtarieven of formules goed te keuren of te weigeren. Bij gebrek aan een beslissing binnen de voormelde termijn wordt de aanvraag geacht stilzwijgend te zijn goedgekeurd. »

**Art. 3.** Artikel 131 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

Het punt 4° wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4° Toegangspunten : de fysieke installaties, meer bepaald de brievenbussen die ter beschikking van het publiek staan, hetzij op de openbare weg, hetzij in de lokalen van de leverancier van de universele dienst, hetzij op andere plaatsen aangeduid door de leverancier van de universele dienst, waar de postzendingen door de klanten aan het openbaar postnetwerk kunnen worden toevertrouwd. »

Artikel 131 wordt aangevuld met de punten 21°, 22° en 23° :

« 21° Stukpost : postzending die per individueel stuk worden afgegeven. »

« 22° Vol tarief : tarief van toepassing voor stukpost postzendingen. »

« 23° « adres » : geheel van gegevens die de postoperator in staat stelt de plaats van uitreiking vast te stellen en die minstens het huisnummer, de straatnaam en de naam van de gemeente bevatten of een door de betrokken postoperator aanvaarde andere vermelding of informatie die haar op een ondubbelzinnige manier in staat stelt minstens het huisnummer, de straatnaam en de naam van de gemeente te bepalen. »

**Art. 4.** Artikel 141, § 1 wordt als volgt vervangen :

« § 1. De Post is belast met volgende opdrachten van openbare dienst over het gehele grondgebied van het Rijk :

A. De totaliteit van de universele postdienst.

De bepalingen van artikel 148<sup>sexies</sup>, § 1, punt 2° zijn van toepassing op De Post voor alle verrichtingen die onder de, al of niet voorbehouden, universele dienst vallen.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, met betrekking tot de hiernavermelde onderwerpen, nadere regels bepalen voor de zendingen die tot de universele postdienst behoren :

– de nadere regels met betrekking tot afmetingen en normalisatie van postzendingen en de definiëring van brieven, drukwerk en briefkaarten, alsmede de bepalingen van de postzendingen die niet toegelaten worden tot het postvervoer

– les modalités relatives à la distribution des envois postaux y compris le traitement d'envois postaux non-distribuables et d'envois postaux insuffisamment affranchis

– les modalités relatives à l'affranchissement et à l'approbation et l'utilisation des machines à affranchir

– les modalités relatives à la collecte et au traitement des changements d'adresse et à la réexpédition d'envois postaux suite à un changement d'adresse.

B. Les services financiers postaux et la vente des timbres-poste et autres valeurs postales, qui sont réglés par le contrat de gestion entre l'Etat et La Poste.

C. L'offre d'un tarif réduit pour les imprimés électoraux adressés ou non adressés, dont les modalités sont fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

D. Le service des abonnements pour les journaux reconnus et les écrits périodiques reconnus, conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres concernant la demande, le port et les frais administratifs y afférents. Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres également les critères tels que la périodicité et le niveau d'information requis auxquels des envois doivent répondre pour être reconnu comme journal ou écrit périodique. Le Roi détermine également par arrêté délibéré en Conseil des Ministres les modalités de ce service comprenant entre autres le parachèvement technique, les mentions obligatoires, les conditions de dépôt et les suppléments.

E. Le service de la correspondance administrative. Les modalités du service comme le traitement, le conditionnement et la distribution, les modalités de la rétribution différée y compris les ayants droit et les mentions obligatoires sont fixés par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

F. La distribution des envois postaux contre franchise postale dont les modalités et la liste des bénéficiaires sont fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

G. Le traitement des correspondances émanant de ou adressées à des militaires conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

H. La commande à domicile par l'agent distributeur en tournée de timbres-poste et le dépôt d'envois recommandés égrenés à l'intervention de l'agent distributeur en tournée conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

I. Le débit de timbres fiscaux conformément aux modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres et l'impression et la délivrance de permis de pêche conformément aux modalités fixées par les Régions.

J. La Poste peut être chargée par ou en vertu d'une disposition légale ou contractuelle d'autres missions de service public. »

**Art. 5.** A l'article 141 est ajouté un troisième paragraphe libellé comme suit :

« § 3. Sans préjudice de l'application du Code pénal et des peines disciplinaires qui peuvent leur être imposées en vertu de leur statut, doivent payer une surtaxe qui est égale à deux fois le montant des taxes éludées, les fonctionnaires et employés qui se sont rendus coupables de :

1° abus d'enveloppes, de bandes ou de cartes utilisées comme courrier administratif;

– de nadere regels inzake de uitreiking van postzendingen met inbegrip van de behandeling van onbestelbare postzendingen en onvoldoende gefrankeerde postzendingen

– de nadere regels inzake frankering en inzake de goedkeuring en het gebruik van frankeermachines

– de nadere regels inzake de verzameling en de behandeling van adresveranderingen en de nazending van postzendingen ingevolge een adresverandering.

B. De financiële postdiensten en de verkoop van postzegels en andere postwaarden, die worden geregeld door het beheerscontract tussen de Staat en De Post.

C. Het aanbieden van een verlaagd tarief voor al dan niet geadresseerd verkiezingsdrukwerk waarvan de nadere regels door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, worden bepaald.

D. De dienst van postabonnementen op erkende kranten en erkende tijdschriften, overeenkomstig de door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, vastgestelde nadere regels betreffende de aanvraag, de port en de eraan verbonden beheerskosten. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, tevens de criteria zoals de periodiciteit en het vereiste niveau van informatie waaraan zendingen moeten voldoen om als krant of tijdschrift erkend te kunnen worden. De Koning bepaalt tevens bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de modaliteiten van deze dienst met onder meer de technische afwerking, de verplichte vermeldingen, de afgiftevoorwaarden en de bijvoegsels.

E. De dienst van de administratieve correspondentie. De nadere regels van de dienst zoals de behandeling, de conditionering en de uitreiking, de nadere regels van uitgestelde vergoeding inbegrepen de rechthebbenden en de verplichte vermeldingen worden vastgesteld door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

F. De uitreiking van postzendingen tegen portvrijdom waarvoor de nadere regels en de lijst van begunstigen zijn bepaald door de Koning bij in Ministerraad overlegd besluit.

G. De behandeling van briefwisseling uitgaande van of geadresseerd aan militairen overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

H. De bestelling aan huis door de uitreiker op dienstronde van postzegels en de afgifte aan de uitreiker op dienstronde van stukpost-aangetekende zendingen overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

I. De verkoop van fiscale zegels overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en het drukken en afleveren van visverloven overeenkomstig de nadere regels bepaald door de Gewesten.

J. De Post kan door of krachtens een wettelijke of contractuele bepaling worden belast met andere opdrachten van openbare dienst. »

**Art. 5.** In artikel 141 wordt een derde paragraaf ingevoegd luidend als volgt :

« § 3. Onverminderd de toepassing van het Strafwetboek en van de tuchtstraffen die hun krachtens hun statuut kunnen worden opgelegd, moeten een strafport betalen dat gelijk is aan tweemaal het bedrag van de ontdoken taksen, de ambtenaren en beambten die zich schuldig hebben gemaakt aan :

1° misbruik van voor administratieve briefwisseling gebezigde omslagen, banden of kaarten;

2° fraude.

Est considéré comme frauduleux, le courrier en franchise postale, avec rétribution différée ou envoyé affranchi :

1° qui ne possède pas de nature administrative d'intérêt général;

2° qui porte une indication erronée concernant les mentions obligatoires;

3° avec une adresse simulée, par « adresse simulée » on entend l'adresse qui attribue au destinataire une qualité dont il n'est pas revêtu, dans le but de se soustraire au paiement des tarifs postaux.

Le même principe vaut pour les fonctionnaires et les agents qui ont permis tout abus par un tiers.

**Art. 6.** L'article 142, § 4, est modifié comme suit :

« En cas d'interruption ou d'arrêt des prestations du service universel au sens de l'alinéa 2, le prestataire est tenu d'en informer immédiatement le ministre ou le secrétaire d'Etat ayant le prestataire du service universel dans ses attributions ainsi que l'Institut et le plus rapidement possible, les utilisateurs.

Il s'agit d'interruptions ou d'arrêts qui ont une incidence substantielle sur la qualité du service du prestataire du service universel et mettent en danger les obligations de service universel telles que définies à l'article 142 de la présente loi. Le Roi peut déterminer les critères pour la définition de la notion « incidence substantielle ».

Le prestataire du service universel doit remettre un rapport détaillé au ministre ainsi qu'à l'Institut sur l'impact de l'arrêt ou de l'interruption. »

**Art. 7.** L'article 144 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 144. Les conditions générales et particulières en matière d'offre des services et fournitures qui font partie du service universel, les tarifs pleins ainsi que les conditions de base pour l'obtention de tarifs réduits sont publiés au *Moniteur belge* dans le cadre d'une Charte du consommateur. Les modifications apportées à ces conditions doivent également être publiées au *Moniteur belge*. »

**Art. 8.** L'article 144*duodecies*, § 3 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 144*duodecies*. § 3. Par dérogation à l'article 21, § 2, de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges, en cas d'exécution défectueuse par le prestataire du service universel des obligations prévues à la Section III du chapitre V du Titre IV concernant le service universel, l'Institut pourra, à la fin de chaque année civile, imposer au prestataire du service universel, pour toute infraction aux articles distincts du Chapitre V, Section III de la présente loi, le paiement d'une indemnité ne pouvant excéder au total 1 % du chiffre d'affaires réalisé en matière de service universel.

L'Institut peut imposer la même mesure si la cause invoquée à l'article 142, § 3, quatrième tiret ne peut pas être qualifiée de force majeure. »

**Art. 9.** Au Chapitre VIII*bis* de la même loi, une Section III est ajoutée, intitulée « Dispositions diverses relatives à la prestation de services postaux. »

2° bedrog.

Wordt als bedrieglijk beschouwd, de briefwisseling portvrij, met uitgestelde vergoeding of gefrankeerd verzonden :

1° die geen administratieve aard van algemeen belang bezit;

2° met een valse aanduiding inzake de verplichte vermeldingen;

3° met een gefingeerd adres; onder « gefingeerd adres » wordt verstaan, het adres dat aan de geadresseerde een hoedanigheid toekent waarmee hij niet bekleed is, met het doel de betaling van de posttarieven te ontduiken.

Hetzelfde geldt voor ambtenaren en beambten die enig misbruik door een derde mogelijk hebben gemaakt.

**Art. 6.** Artikel 142, § 4, wordt als volgt gewijzigd :

« In geval van onderbreking of stopzetting van de verrichtingen van de universele dienst in de zin van het tweede lid, is de leverancier verplicht de minister of staatssecretaris onder wie de leverancier van de universele dienst ressorteert en het Instituut onmiddellijk, en de gebruikers zo snel mogelijk daarvan op de hoogte te stellen.

Het betreft onderbrekingen of stopzettingen die een substantiële weerslag hebben op de kwaliteit van de dienstverlening van de leverancier van de universele dienst en de universele dienstverplichtingen zoals bepaald in artikel 142 van deze wet in gevaar brengen. De Koning kan de criteria bepalen van hetgeen onder « substantiële weerslag » wordt begrepen.

De leverancier van de universele dienst dient aan de minister en het Instituut een gedetailleerd verslag uit te brengen over de impact van de stopzetting of onderbreking. »

**Art. 7.** Artikel 144 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 144. De algemene en bijzondere voorwaarden inzake het aanbod van de diensten en leveringen die tot de universele dienst behoren, de volle tarieven alsook de basisvoorwaarden voor het bekomen van verminderde tarieven, worden in het kader van een Gebruikershandvest bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. De wijzigingen aan die voorwaarden worden eveneens bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. »

**Art. 8.** Artikel 144*duodecies*, § 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 144*duodecies*. § 3. In afwijking van artikel 21, § 2, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector, zal het Instituut in geval van een gebrekkige uitvoering van de in Afdeling III van Hoofdstuk V van Titel IV vastgestelde universele dienstverplichtingen door de leverancier van de universele dienst, op het einde van elk kalenderjaar de leverancier van de universele dienst voor elke inbreuk op de onderscheiden artikelen van Hoofdstuk V, Afdeling III van deze wet de betaling kunnen opleggen van een schadevergoeding die niet meer mag bedragen dan in totaal 1 % van de omzet die inzake universele dienstverlening is behaald.

Het Instituut kan dezelfde maatregel opleggen indien de oorzaak ingeroepen in artikel 142, § 3, vierde streepje, niet kan worden gekwalificeerd als overmacht. »

**Art. 9.** In het Hoofdstuk VIII*bis* van dezelfde wet wordt een derde Afdeling toegevoegd die als titel draagt « Diverse bepalingen met betrekking tot het verstrekken van postdiensten. »

**Art. 10.** Un nouvel article 148*octies*, rédigé comme suit, est inséré dans cette nouvelle section :

« Art. 148*octies*. Lorsque la sécurité publique, la santé publique, l'ordre public ou la défense du Royaume l'exigent, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, ralentir ou différer en tout ou en partie les opérations postales au cours de la période fixée par Lui. Le Roi peut, à cet effet, prescrire toutes les mesures qu'Il juge utiles. Les mesures visées dans le présent article ne donnent lieu à l'attribution d'aucune indemnité. »

**Art. 11.** Un nouvel article 148*novies*, rédigé comme suit, est inséré dans cette nouvelle section :

« Art. 148*novies*. Le Roi peut pour des motifs de sécurité et d'ordre public, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, déterminer le type d'envois et les objets qui ne sont pas admis au transport postal ainsi que des modalités pour ceci. »

**Art. 12.** L'article 141, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi est abrogé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

La Ministre du Budget  
et de la Protection de la Consommation,  
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur  
et de la Politique scientifique,  
M. VERWILGHEN

Le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques,  
B. TUYBENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants :*

51-2781 – 2006/2007 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Erratum.

N° 3 : Amendements.

N° 4 : Texte adopté par la commission

N° 5 : Rapport.

N° 6 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral :* 8 février 2007.

*Documents du Sénat :*

3-2063 – 2006/2007 :

N° 1 : Projet non évoqué par le Sénat.

**Art. 10.** Een nieuw artikel 148*octies* wordt in dezelfde wet toegevoegd luidend als volgt :

« Art. 148*octies*. Wanneer de openbare veiligheid, de volksgezondheid, de openbare orde of de verdediging van het Rijk dit eisen, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, gedurende de termijn die Hij vaststelt geheel of gedeeltelijk postverrichtingen vertragen of uitstellen. De Koning mag terzake alle maatregelen voorschrijven die Hij nuttig acht. De in dit artikel bedoelde maatregelen geven geen aanleiding tot de toekenning van enige vergoeding. »

**Art. 11.** Een nieuw artikel 148*novies* wordt in dezelfde wet toegevoegd luidend als volgt :

« Art. 148*novies*. De Koning kan om reden van veiligheid en openbare orde bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de soort zendingen en voorwerpen bepalen alsmede nadere regels hiertoe, die niet toegelaten worden tot het postvervoer. »

**Art. 12.** Artikel 141, § 2, eerste lid van dezelfde wet wordt opgeheven.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting en Consumentenzaken,

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel  
en Wetenschapsbeleid,  
M. VERWILGHEN

De Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven,  
B. TUYBENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

51-2781 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Erratum.

Nr. 3 : Amendementen.

Nr. 4 : Tekst aangenomen door de commissie.

N. 5 : Verslag.

Nr. 6 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal Verslag :* 8 februari 2007.

*Stukken van de Senaat :*

3-2063 – 2006/2007 :

Nr. 1 : Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 1940 (2007 — 1904)

[2007/11253]

10 MAI 2007. — Loi relative aux aspects de droit judiciaire  
de la protection des droits de propriété intellectuelle. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 10 mai 2007, deuxième édition, p. 25694, acte n° 2007/11239, il faut lire l'intitulé de la loi comme ci-dessus.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 1940 (2007 — 1904)

[2007/11253]

10 MEI 2007. — Wet betreffende de aspecten van gerechtelijk recht  
van de bescherming van intellectuele eigendomsrechten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 10 mei 2007, tweede uitgave, bl. 25694, akte nr. 2007/11239, moet de hoofding van de wet gelezen worden als hierboven.